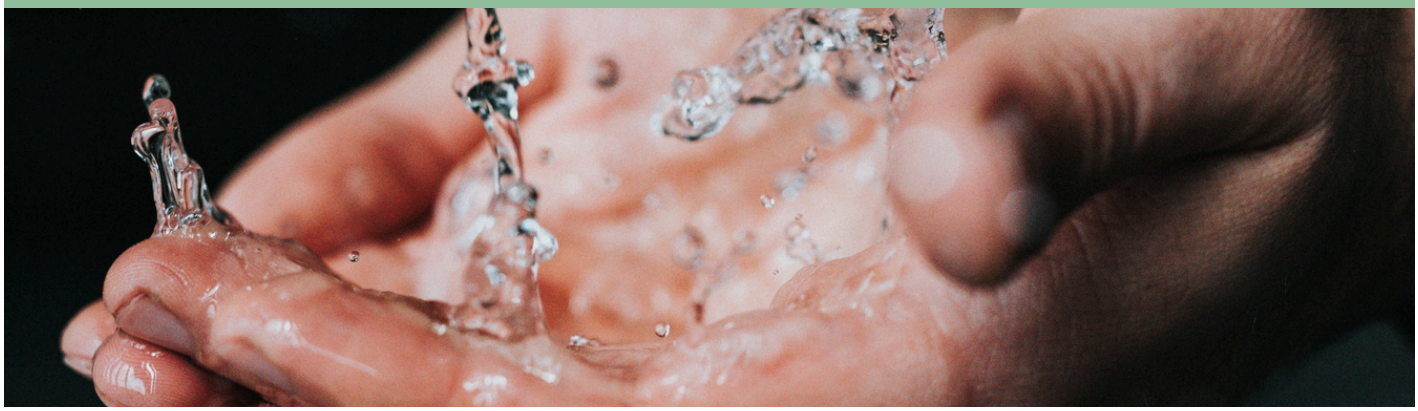
MUNICIPALES 2026 :
Agir pour l'eau, agir pour la santé



Protéger la santé des habitants

En tant qu'élu.e, vous jouez un rôle essentiel dans la prévention santé de vos concitoyen.ne.s : assurer des repas sains pour les convives, limiter l'exposition aux polluants, préserver la qualité de l'eau et de l'air.

En soutenant la bio qui exclut les engrais, les pesticides de synthèse et les polluants chimiques, vous réduisez à la source la pollution de l'eau, limitant ainsi l'exposition des riverains et les coûts de potabilisation et répondez à une attente croissante des consommateurs. En favorisant la consommation de produits alimentaires et cosmétiques plus naturels, vous participez activement à la prévention des maladies chroniques et à la protection de la santé publique.

Renforcer la souveraineté de votre territoire

Vous jouez un rôle déterminant pour renforcer l'autonomie et la résilience de votre territoire, aujourd'hui fragilisées par une forte dépendance aux importations et aux intrants chimiques.

La bio, moins consommatrice d'intrants de synthèse, favorise une production plus autonome et durable. Ce modèle soutient la création d'emplois locaux, non seulement dans les exploitations agricoles, mais aussi dans les activités de transformation et de commercialisation. Aujourd'hui, **83 % des produits bio consommés en France sont d'origine française.** Soutenir la bio dans votre commune, c'est soutenir des filières locales !

LES ATTENTES SONT FORTES[1]

Près de 9 français sur 10 sont inquiets des conséquences de l'utilisation des pesticides chimiques sur la qualité de l'eau, la biodiversité, la santé des agriculteurs et leur santé

7 français sur 10 attendent des actions fortes du Gouvernement pour réduire la présence de pesticides chimiques dans leur environnement

LES CHIFFRES DE LA BIO EN 2024

EN FRANCE

- **61 853** fermes **14,9%** des fermes françaises
- **2,7** millions d'hectares **10,1%** de la SAU
- **Marché de 12,2 milliards €** = 5,7% des dépenses alimentaires des français
- **212 372** emplois directs dans les fermes et entreprises bio

EN PAYS DE LA LOIRE

- **4 499** fermes **17,2%** des fermes de la région
- **254 591** hectares **12,3%** de la SAU de la région
- **Marché de 756 millions €**

1 - Sondage IFOP pour Natexbio - La Maison de la Bio, avril 2025
2- Source : Agence Bio

LES MESURES CONCRÈTES POUR AGIR DANS VOTRE VILLE

PROPOSER DES REPAS BIO DANS LES SERVICES MUNICIPAUX

Cantines, crèches, établissements pour personnes âgées… La restauration collective est un domaine d'action directe pour les communes. Elle touche des publics fragiles – enfants, personnes âgées – et incarne une attente forte des familles.

EN TANT QU'ÉLU·E, VOUS POUVEZ :

Fixer un objectif ambitieux d'introduction de produits bio dans les cantines, crèches et EHPAD pour 2026-2030, en construisant ces marchés en concertation avec les acteurs du territoires.

Former les équipes pour mieux maîtriser les coûts. Selon l'ADEME, atteindre les objectifs de la loi EGAlim (dont 20 % de bio) implique seulement un surcoût d'environ 4 % en restauration scolaire, grâce à des leviers efficaces : réduction du gaspillage alimentaire, modification de l'équilibre protéique des assiettes (animal-végétal), utilisation de produits bruts, locaux et de saison.[1]

Sensibiliser les convives, notamment les enfants, via des animations festives et des visites de fermes et d'entreprises bio.

Favoriser, de manière plus large, l'offre durable dans les appels d'offres publics : vous pouvez faire le choix de produits d'hygiène durables en privilégiant les labels reconnus (Cosmébio, Nature et progrès, …).

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le dispositif "Cantine à 1 €" et le programme européen "lait et fruits à l'école" peuvent soutenir financièrement ces actions.

TERRITOIRE BIO ENGAGÉ

Vous pouvez faire labelliser votre commune «Territoire Bio Engagé» pour valoriser les surfaces bio de votre territoire ou vos achats de produits bio dans vos cantines.

PROTÉGER L'EAU EN SOUTENANT LA PRODUCTION BIOLOGIQUE

La préservation de la qualité de l'eau potable est une responsabilité municipale directe. D'après une étude menée par l'inspection des affaires sociales en 2024, pour un minimum de 10 millions de français – et sans doute beaucoup plus –, la qualité de l'eau du robinet n'est plus garantie, du seul fait de la présence de cinq produits de dégradation de pesticides.[2] Le coût de dépollution de l'eau atteint près de 260 millions d'euros par an, faisant peser sur les collectivités une lourde charge financière qui pourrait être évitée en misant sur la prévention.[3]

Favoriser l'installation de fermes bio sur les bassins de captage permet de réduire durablement les pollutions d'origine agricole, tout en développant une production locale de qualité.

EN TANT QU'ÉLU·E, VOUS POUVEZ :

Créer une réserve foncière communale dédiée à l'agriculture biologique en préemptant ou en achetant des terres agricoles.

Faciliter l'accès à des débouchés locaux pour les producteurs, en favorisant les partenariats avec la restauration collective municipale.

Accompagner le développement des infrastructures agricoles locales (stockage, transformation, logistique) par des aides financières ou un appui technique.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les actions foncières peuvent être cofinancées par les Agences de l'eau.

1- https://www.ademe.fr/presse/communique-national/restauration-collective-quels-couts-pour-une-alimentation-plus-ecologique/
2- https://www.contexte.com/medias/pdf/medias-documents/2024/11/rapport-mission-pesticides-eau-potable-nov24-ed3fea94332b443cba166b3aa1ea229c.pdf
3- https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/30/nous-ne-pouvons-plus-tolerer-les-couts-humains-ecologiques-et-financiers-des-pesticides_6601962_3232.html

FAVORISER UNE OFFRE BIO ACCESSIBLE À TOUS

Soutenir la consommation de produits bio, c'est améliorer la santé des habitants tout en faisant vivre l'économie locale. Les communes ont les moyens d'agir pour rendre ces produits accessibles à toutes et tous, y compris aux publics les plus éloignés.

EN TANT QU'ÉLU·E, VOUS POUVEZ :

Développer des dispositifs de "prescription alimentaire", comme les ordonnances vertes (par exemple la distribution aux femmes enceintes de paniers de fruits et légumes bio, de cosmétiques bio), pour encourager une consommation bénéfique à la santé.

Renforcer l'accès des publics vulnérables aux produits bio, en soutenant les actions des associations d'aide alimentaire (épiceries solidaires, chèques alimentaires durables, paniers solidaires).

Organiser des actions de sensibilisation et de mobilisation : campagnes municipales, fêtes de l'alimentation durable, visites de fermes et d'entreprises bio, défis citoyens, etc.

Intégrer l'alimentation bio dans la stratégie commerciale municipale (marchés, halles, AMAP, magasins de producteurs, appel à projets commerces de proximité).

Participer à un Projet Alimentaire Territorial (PAT) ou à tout espace de concertation réunissant habitants, producteurs et transformateurs pour définir une politique alimentaire locale cohérente et partagée.

Mettre en ligne un guide des lieux de vente des produits bio sur le site internet de la commune.

ENVIE D'ALLER PLUS LOIN POUR ÉLABORER VOTRE PROGRAMME ?

LES ACTEURS LOCAUX VOUS ACCOMPAGNENT !

INTERBIO PAYS DE LA LOIRE

Maryse Jeannin Mahieu
Directrice
direction@interbio-paysdelaloire.fr
www.interbio-paysdelaloire.fr

LA MAISON DE LA BIO

clairedimiervallet@natexbio.com
lamaisondelabio.com

